Compte Rendu de la Séance de Travail du Groupe Conseiller Technique
Formation des Formateurs – 5 Juillet 2012
Ouagadougou, Burkina Faso

Résumé

Dans le cadre du projet SPOD (Politiques pour les bâtiments durables dans les pays en développement), le PNUE, 2iE et le MHU ont organisé une formation afin de présenter le projet aux experts et décideurs au Burkina Faso.

Le 3 et 4 Juillet, les facilitateurs et observateurs du test terrain ont revu les objectifs du projet et ont été formés à l'utilisation des outils SPOD. Ils sont arrivés à des définitions communes de la portée du projet, des activités, et du déroulement du projet au Burkina Faso. Ces conclusions ont été présentées lors de cette session de travail aux membres du Groupe Conseiller Technique SPOD, ainsi qu'aux autres experts invités.

L'objectif principal du projet SPOD est la mise en place d'instruments politiques permettant d'accroître la durabilité environnementale, sociale et économique des bâtiments. La réduction de consommation d'énergie (et/ou l'efficacité énergétique) dans le secteur est privilégiée comme solution pour atteindre cet objectif.

Afin d'accompagner les experts et décideurs dans la mise en place d'instruments politiques adaptés, le PNUE et CEU ont développé deux outils. L'Outil d'Analyse Rapide (OAR) permet d'identifier des instruments appropriés au contexte, grâce à une analyse des obstacles et des opportunités du secteur du bâtiment. Le Guide de Mise en Place des Instruments Politiques (Guide SPOD) présente les différents instruments politiques et explique leurs conditions de mise en place, les étapes à suivre, et les éléments à considérer pour accroître leur efficacité.

Le processus de Test Terrain, démarré à travers ces journées de formation, a pour objectif l'appropriation de ces outils par les acteurs locaux, et la vérification de l'applicabilité de ces outils au contexte local. Les partenaires locaux ont pour rôle de développer une proposition de stratégie politique pour des bâtiments durables, en utilisant les outils SPOD, et en consultation avec le Groupe Conseiller Technique et les experts et décideurs locaux.

Lors de la session de travail, les participants ont reconnu le besoin de collecter des données plus précises sur 1) les priorités politiques pour la durabilité dans le secteur des bâtiments, (2) la performance actuelle des bâtiments, l'utilisation d'énergie, et les tendances du secteur, et (3) les politiques et instruments existants qui pourraient être adaptés au secteur.

La proposition de stratégie devra prendre en compte les besoins spécifiques du Burkina Faso pour le développement d'instruments politiques pour les bâtiments durables :

- Le besoin d'indicateurs nationaux pour évaluer la performance des bâtiments au niveau environnemental;
- Le besoin de formation des experts pour améliorer la compréhension de la durabilité dans le secteur des bâtiments et la capacité à concevoir, construire et évaluer des bâtiments durables ;
- Le besoin de sensibilisation des consommateurs aux impacts du secteur du bâtiment, ainsi qu'aux solutions techniques et aux comportements pour des bâtiments durables.

Durant le Test Terrain (Juillet-Octobre 2012), les experts et décideurs locaux sont invités à contribuer au processus de développement d'une proposition de stratégie politique, en fournissant des informations, en envoyant leurs commentaires sur les outils SPOD, et en discutant des priorités pour le secteur. Cette proposition de stratégie politique permettra de réunir le soutien national et international nécessaire pour accompagner le Burkina Faso dans ses actions pour des bâtiments durables.

Compte Rendu Détaillé - Séance de Travail du Groupe Conseiller Technique
Formation des Formateurs - 5 Juillet 2012 - Ouagadougou, Burkina Faso

→ Accueil des participants et introduction
→ Présentation du projet SPOD
→ Présentation et utilisation de l'Outil d'Analyse Rapide
→ Présentation et discussion des résultats de l'OAR
→ Prochaines étapes et activités
→ Clôture

Liste des participants

Nom	Institution	Poste	Lien avec SPOD
Bationo B. Vincent	DGB/MEF	Financier	GCT
Compaoré R. Désiré	CGE/MMCE	Cellule de Gestion de l'Energie	GCT - Facilitateur
Coulibaly Yezouma	2iE	Chef d'UTER/PEI	Coordinateur 2iE/ SPoD
Dayamba A. Arsène	DGUTF/MHU	TS- DAYO	
de Feraudy Tatiana	PNUE	Coordinatrice SPOD	PNUE
Gorou Djibelérou	CGE/MMCE	Administrateur des services financiers	GCT
Goungounga Stanislas B.	MHU		GCT - Observateur
Koala O. Alain Gilvert	OAB	Président	GCT - Observateur
Lingani Bakary	DGE/MMCE	Ingénieur	GCT
Minane Jacques Rémy	2iE	Assistant d'enseignement et de recherche	Facilitateur
Moles Sergi	CEU	Chercheur	Développeur outils
Nana Maliama	SP-CONEDD/ MEDD	Chargé de Programme	(O.Kouka) GCT
Rungundu Anselme	2iE	Ingénieur	
Sanhouidi Fati	MHU	Conseillère technique du ministre	GCT – Facilitatrice
Soubeiga P. Aimé	MHU	Directeur Général, DGPHL	GCT
Tapsoba R. Gildas	2iE	Ingénieur	GCT - Observateur
Zerbo Bassinaly	SONABEL	Directeur Régional	GCT

Accueil des participants et introduction 8:45 - 9:00

- **Professeur Yezouma Coulibaly, 2iE, Modérateur de la séance de travail**

Le Directeur Général de 2iE, Monsieur Paul Ginies, ainsi que toute l'équipe de direction, vous souhaitent la bienvenue sur ce site de Kamboinsé. Nous sommes très heureux d'accueillir cet atelier !
L'Institut International d'Ingénierie de l'Eau et de l'Environnement, est né de la fusion en 2006 de l'Ecole d'Ingénieurs de l'Equipement Rural (EIER) et l'Ecole des Techniciens de l'Hydraulique et de l'Equipement Rural (ETSHER).
La Fondation 2iE compte aujourd'hui près de 2500 étudiants, représentant plus de 35 nationalités. Ses compétences se situent dans les métiers de l'Eau (notamment irrigation, assainissement, adduction d'eau), du Génie Civil et de l'Energie. Ces trois pôles se réunissent dans la thématique de l'Environnement, plaçant l'Institut est au cœur des problématiques de bâtiments durables, étudiant notamment les matériaux durables, l'efficacité énergétique, ou les énergies renouvelables.
Nous voulons remercier le Programme des Nations Unies pour l'Environnement et le Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme de nous avoir associés à ce projet. Nous vous souhaitons la bienvenue, et espérons que vous passerez une très bonne journée!

- **Fati Alice Sanhouidi, Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme (MHU)**

Au nom du ministre, je vous souhaite la bienvenue pour cette journée. Je voulais remercier le PNUE de nous avoir choisis pour porter ce projet au Burkina Faso, et l'Université d'Europe Centrale, notre partenaire scientifique, du développement de l'Outil d'Analyse Rapide. Je voulais également saluer la disponibilité des experts du 2iE, cette grande école de renommée internationale, qui ont pris une part active dans l'accompagnement de ce projet. Merci enfin aux participants : votre présence montre l'importance que vous accordez aux bâtiments durables.
Cette formation est une étape importante pour le développement du projet, et j'ai espoir qu'elle nous permettra d'obtenir une mobilisation importante pour le succès du projet, qui nous fera entrer dans une nouvelle ère pour les bâtiments durables.

- **Tatiana de Feraudy, Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)**

Bonjour et bienvenue ! Je souhaitais remercier 2iE de nous recevoir aujourd'hui, de leurs efforts et leur travail pour cette formation et la réussite de ce projet. Merci au MHU de son soutien, et d'avoir accepté de rassembler les décideurs et les experts. Merci également à la Cellule de Gestion de l'Energie et à l'Ordre des Architectes du Burkina Faso de s'être engagés dans le pilotage du test terrain. Et finalement, merci aux experts et membres du Groupe Conseiller Technique de participer à cette formation et au projet.
Au Burkina Faso comme au Kenya, et nous avons besoin de votre expertise, de vos connaissances, et de votre avis pour que les activités et les résultats soient les vôtres. Ce projet est réalisé en interaction avec d'autres programmes du PNUE : le Programme Urbain, l'Initiative Bâtiments Durables et Climat, et l'Initiative Logements Sociaux Durables entre autres. Nous espérons que ce projet nous permettra de renforcer notre collaboration pour des bâtiments et des villes durables, et encore une fois vous remercions de votre engagement.

RETOUR AU DEBUT

Présentation du projet SPOD 09:00 - 09:45

❖ **Contexte et objectifs du projet SPOD : Sergi Moles, Université d'Europe Centrale (CEU)**

Le 3CSEP est la plateforme éducationnelle de CEU pour la recherche et la propagation des connaissances dans les domaines du changement climatique et de la durabilité des bâtiments. En 2007, CEU a développé avec le PNUE un outil de soutien pour la conception de politiques de bâtiments durables (le Quick-Scan Tool) ainsi qu'une analyse des politiques publiques permettant de réduire l'impact environnemental des bâtiments. En 2011, le PNUE et la CEU ont décidé de continuer ce travail, en perfectionnant l'Outil d'Analyse Rapide, et en testant son utilité sur le terrain au Burkina Faso et au Kenya.
Cette formation est réalisée dans le cadre du projet SPOD, et permet de présenter les outils, et de former les experts locaux à leur utilisation. Une formation similaire a été réalisée la semaine dernière à Nairobi, en incluant les participants locaux, notamment le Ministère des Travaux Publics, et l'Université de Nairobi. Ici à Ouagadougou, les facilitateurs et les observateurs ont travaillé pendant deux jours pour utiliser et comprendre les outils, et ils vont aujourd'hui vous présenter le projet et son application au Burkina Faso.

❖ **Présentation du projet SPOD au Burkina Faso : Rémy Minane, 2iE**

Le secteur du bâtiment a été choisi car il représente 1/3 de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre au niveau global, alors que ce secteur présente aussi les solutions les plus rentables pour la réduction de l'impact environnemental. Dans les pays en développement, avec des taux d'urbanisation élevés, les gouvernements doivent prioriser ce secteur dans leurs stratégies climatiques et introduire des mesures permettant d'accroitre la durabilité des bâtiments. Les solutions (technologies, matériaux, et savoir-faire) existent déjà, mais les approches durables sont peu utilisées. Les instruments politiques permettent de surmonter les obstacles existants.
Le projet SPOD cherche à accompagner les experts et les décideurs locaux à mettre en place un ensemble de mesures politiques pour la durabilité dans le secteur du bâtiment.
Nous considérons les trois piliers de la durabilité. Nous définissons donc les bâtiments durables:

- au niveau économique (abordables, à durée de vie optimale, au fonctionnement efficace, utilisant des matériaux locaux),
- au niveau social (adaptés au mode de vie des populations, confortables, liés aux services comme l'eau, l'énergie et l'assainissement), et finalement
- au niveau environnemental (adaptés au climat, réduisant leur consommation d'énergie et leur impact environnemental).

En considérant les aspects liés à l'efficacité énergétique, aux ressources en eau, aux matériaux de construction, et aux énergies renouvelables, le projet SPOD propose des outils d'aide à la décision pour la révision d'instruments politiques existants ou le développement de nouveaux instruments. Le processus de décision permet également de recueillir des données sur la durabilité des bâtiments, et d'élaborer des stratégies complémentaires au niveau national et local.
Le projet considère les bâtiments existants ainsi que les nouveaux bâtiments, dans les secteurs résidentiel, commercial, public et industriel. Les appareils électroménagers et les équipements sont également considérés (ampoules, cuisinières, lave-linges, ordinateurs, etc).
Le premier outil proposé par SPOD est l'Outil d'Analyse Rapide : il aide les gouvernements à comprendre les contraintes et les opportunités existantes pour adopter des politiques pour des bâtiments durables. Le deuxième outil est un Guide pour la Mise en Place de Mesures Politiques, qui présente les différents instruments politiques et les éléments de leur développement et de leur mise en place. L'utilisation et l'appropriation de ces outils au Burkina Faso permettra de vérifier leur pertinence et leur applicabilité au niveau national et local. Le résultat de ce test sera une proposition de stratégie politique promouvant les bâtiments durables.
Durant les mois à venir, le processus consistera de quatre étapes : (1) vérifier les objectifs et priorités politiques dans le secteur des bâtiments, (2) utiliser l'Outil d'Analyse Rapide pour obtenir des recommandations, (3) consulter le Guide et les experts et décideurs locaux pour affiner la sélection

d'instruments, et (4) développer une proposition de stratégie politique en consensus avec les différents acteurs.
Pour le démarrage, il nous faudra recueillir deux types de renseignements : les priorités politiques des décideurs pour promouvoir la durabilité des bâtiments, ainsi que les données et l'expertise locale concernant les opportunités et obstacles pour des bâtiments plus durables.

❖ **Questions et Réponses**

- Il faudrait réunir des informations et présenter les exemples de bâtiments durables au Burkina Faso. Certains bâtiments, appropriés au contexte local, permettent par exemple d'éviter la climatisation forcée (par une meilleure ventilation naturelle, une orientation appropriée, des protections contre le vent ou le rayonnement solaire, ou des systèmes d'isolation par exemple).
- Les participants ont discuté de la définition de la durabilité des bâtiments. Un bâtiment durable est conçu et construit en prenant en considération les trois piliers (social, économique, environnemental) mais ne peut pas forcément atteindre tous les objectifs. Certaines améliorations sont importantes (consommation énergétique, émission de CO2), mais différentes solutions peuvent être utilisées. La réduction de l'utilisation d'énergie (et/ou l'amélioration de l'efficacité énergétique) est favorisée car elle permet d'accroître la durabilité selon les trois piliers (réduction des coûts, amélioration du confort, réduction de l'impact environnemental). En résumé, un bâtiment durable est fonctionnel, efficace, et offre un bon niveau de confort, tout en respectant l'environnement.
- Le test terrain est un test des outils SPOD et de leur utilité pour développer une proposition de stratégie politique. L'utilisation de l'outil et les décisions en découlant seront différentes au Burkina Faso et au Kenya. L'outil aide à prendre des décisions au niveau politique, en fonction des informations locales (priorités politiques, problèmes à résoudre). L'objectif de l'outil n'est pas d'évaluer la performance énergétique de bâtiments spécifiques (en mesurant la température, l'humidité, et la consommation d'énergie) mais d'obtenir des recommandations de politiques pour des bâtiments plus durables.
- L'une des choses à considérer lors du développement de la proposition de stratégie est qu'il est important d'avoir des indicateurs et des outils définis pour évaluer le degré de durabilité d'un bâtiment. On parle de bâtiments durables depuis 10 à 15 ans au Burkina Faso, sans résultats. Des indicateurs reconnus au niveau national permettent par exemple d'évaluer la consommation actuelle d'énergie et de fixer des limites. Mais ce travail doit être soutenu par une politique et des moyens de mise en œuvre, et on doit éviter les résultats contradictoires. Le guide de mise en place des politiques développé par CEU présente des recommandations pour la réalisation de ce travail de recueil de données et d'adoption d'indicateurs, qui permettrait de considérer ensuite d'autres instruments politiques.
- Il faut également prendre en compte les priorités du gouvernement, notamment en termes de réduction de la pauvreté. Quand on propose un instrument pour l'efficacité énergétique, s'il n'y a pas de solutions qui améliorent le confort et sont abordables, le gouvernement ne s'investira pas dans la formulation et l'application des politiques, et n'engagera pas de recherche ou de collecte de données (qui sont des activités coûteuses). La recherche sur les priorités politiques (au-delà de l'efficacité énergétique) permettra de préciser les attentes pour l'utilisation de l'outil d'analyse.
- Le groupe a également discuté du partage d'informations entre le groupe d'experts et les décideurs politiques : s'il est un peu tôt pour parler de ces questions à la hiérarchie (notamment au MHU), on peut commencer à informer les décideurs du projet et des résultats attendus, pour prendre en compte dès maintenant leurs préoccupations. Ainsi, après la finalisation des activités, les décideurs seront prêts à recevoir les résultats et les solutions proposées. A l'issue de cette réunion, il serait intéressant d'avoir déjà des idées et des recommandations à présenter aux représentants des ministères. Le GCT, avec le support de 2iE, discutera de comment approcher les décideurs pour présenter le travail en cours.

RETOUR AU DEBUT

PAUSE CAFE **09:45 - 10:00**

Présentation et utilisation de l'Outil d'Analyse Rapide, Rémy Minane, 2iE 10:00 - 13:00

L'outil est accessible à travers le lien http://qst.mezrendeles.hu
La page d'accueil propose de se lancer directement dans l'utilisation de l'outil, mais plusieurs pages (accessibles à travers le menu du gauche) présentent des informations sur l'outil, le contexte, les données requises pour le remplissage de l'outil, et un manuel d'utilisation. Les instruments politiques sont également présentés. Le site est disponible et en anglais et en français.
La section « Mon OAR » permet de s'enregistrer et de créer un nouveau formulaire (chaque utilisation de l'outil demande la création d'un formulaire). Pour cette session, le nom d'utilisateur est GCT, et le mot de passe GCT0507.

- **Partie 1**

La partie 1 demande de choisir le niveau d'application des instruments politiques à sélectionner (national ou local), et de préciser si le niveau de gouvernement a les pouvoirs nécessaires à l'élaboration et l'application d'une politique ou d'instruments fiscaux.

L'outil demande ensuite de choisir des priorités politiques, au niveau social, environnemental et/ou économique (incluant par exemple : demande et consommation d'eau, amélioration du confort des bâtiments, promotion des filières locales de matériaux de construction…). L'objectif de réduction de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre est inclus dans l'outil pour toutes les analyses, comme objectif principal. Les participants de cette session ont décidé de choisir plusieurs priorités pour cette utilisation de l'outil, en se réservant la possibilité de changer ces priorités pour l'utilisation finale, selon les indications des décideurs politiques consultés.

L'outil identifie également des zones cibles en fonction des tendances du secteur du bâtiment, par exemple : construction importante de nouveaux bâtiments, rénovation nécessaire pour les bâtiments existants, sources d'énergie consommée dans les bâtiments, utilisations finales d'énergie les plus importantes (chauffage, climatisation, cuisine, appareils, etc), pénétration des appareils consommateurs d'énergie (chauffage, ampoules, lave-linges, cuisinières, etc), etc.

L'outil demande ensuite de confirmer la sélection de zones cibles (bâtiments nouveaux et/ou existants, secteurs résidentiel, commercial, public et/ou industriel, produits et appareils, autres zones prioritaires).

- **Partie 2**

La partie 2 commence par identifier les obstacles au développement de pratiques durables dans le secteur des bâtiments (e.g. manque d'informations ou de formation, fragmentation du secteur, corruption, coûts élevés des solutions durables…) Les moyens de financement des potentiels coûts sont également identifiés (e.g. capacité des banques à financer des projets durables, possibilités de partenariats publics-privés, fonctionnement du marché de l'énergie).

L'outil étudie ensuite les conditions dans lesquelles sont prises les décisions politiques (administration des ressources publiques, motivation du gouvernement pour la durabilité, existence d'initiatives pour la durabilité, par exemple des campagnes de sensibilisation, fonctionnement du marché).

Finalement, l'outil vérifie quelles sont les politiques existantes visant à promouvoir la durabilité dans le secteur du bâtiment, et leur efficacité ou leur succès.

En fonction des réponses apportées sur le contexte et l'expérience du pays dans le secteur des bâtiments durables, l'outil utilise un algorithme pour proposer des instruments politiques appropriés. Les résultats de l'analyse sont présentés et discutés dans la prochaine séance.

RETOUR AU DEBUT

DEJEUNER 13:00 - 14:00

Présentation et discussion des résultats de l'OAR, Rémy Minane, 2iE 14:00 - 15:00

L'outil propose, en fonction des réponses apportées, plusieurs instruments politiques, qui sont organisés en « ensembles » de politiques.
Dans cette session, l'outil a identifié que deux mesures sont en place et sont implantées de manière satisfaisante : les programmes de leadership et les campagnes de sensibilisation.
Le premier ensemble proposé par l'outil est celui qui rassemble les instruments les plus appropriés en fonction des réponses au questionnaire. Cet ensemble comprend :

- Les taxes sur l'énergie/ le carbone ;
- Les programmes de feedback de la consommation ;
- La certification volontaire des bâtiments ;
- Les accords volontaires et négociés.

Les participants sont invités à donner leur avis sur les différentes mesures présentées.

❖ Taxes et impôts sur l'énergie/ le carbone

A priori, instaurer une nouvelle taxe n'est pas une solution, une augmentation de la pression fiscale ne sera pas acceptée par les consommateurs et les syndicats. Certains éléments à considérer pour une éventuelle fiscalité durable dans le secteur du bâtiment sont avancés par les participants :

- Une taxe sur l'énergie ou le carbone doit s'accompagner d'une révision des autres taxes pour ne pas augmenter la pression fiscale, mais réorienter l'imposition en fonction du contenu en carbone de la consommation ;
- L'allocation des recettes doit être considérée : le produit de la taxe doit être affecté à une finalité utile et reconnue (par exemple, dans le cas de la Taxe pour l'Electrification Rurale –TDE, la finalité était acceptée) ;
- Il ne faut pas qu'une telle taxe pénalise les consommateurs à faible revenus, il faut mettre en place des subventions (pour la TDE, l'Etat a réduit les subventions à la SONABEL et augmenté les subventions aux ménages à faible revenu, en augmentant la tranche de consommation d'électricité qui ne donne pas lieu à une imposition de 50 KWh à 115KWh) ;
- Si l'objectif d'une telle taxe est de favoriser une source d'énergie plutôt qu'une autre, pour réduire l'impact environnemental, il faut prendre en compte l'offre interne d'énergie : au Burkina, l'offre n'est pas diversifiée, ce qui rend difficile pour un consommateur de se rabattre sur une source d'énergie moins lourde en carbone.
- Il faudrait soulager la pression fiscale sur certains produits, par exemple pour le solaire.
- La consommation globale d'énergie au Burkina va augmenter, puisque beaucoup de ménages n'ont pas accès à l'énergie (et surtout à l'électricité). Il faut donc avoir pour objectif une amélioration de l'efficacité de la consommation, pour améliorer l'accès à l'énergie.

CEU a précisé que ces éléments sont mentionnés dans les descriptions et recommandations inclues dans le Guide de mise en place de politiques. En prenant en compte ces observations, la politique développée sera plus appropriée. Lors de la revue des instruments proposés par l'outil, les participants sont invités à lire les descriptions détaillées de l'outil pour pouvoir faire leur choix.

❖ Programmes de feedback de consommation

Ces programmes soulèvent l'intérêt des participants. Ils permettraient aux gens de suivre l'évolution de leur facture, de mieux identifier les postes consommateurs, et d'adapter leur consommation pour faire des économies, réduisant donc la consommation d'énergie/ d'électricité. CEU explique que cet instrument a été choisi car il est lié aux instruments politiques qui ont été identifiés comme efficaces (programmes de leadership et de sensibilisation) car les programmes de feedback demandent une sensibilisation préalable des consommateurs.
Un avantage de ces programmes est qu'un pilote peut être réalisé, en choisissant un quartier spécifique où ce programme est implanté (il est important de choisir un quartier où les habitants sont alphabétisés). Un

programme pilote permettrait de suivre les factures et vérifier combien d'énergie est économisée lorsque les habitants ont ces informations sur leur consommation.
Ces programmes permettent de plus d'éviter les anomalies (pertes d'énergie, ou, dans un autre secteur, d'eau).
Ils doivent absolument s'accompagner d'un programme de sensibilisation. Au Burkina, certains messages de sensibilisation sont déjà inclus sur les factures (e.g. « attention, l'énergie est précieuse »). Au niveau de l'administration publique, un programme existe pour suivre les factures, déceler les anomalies et mieux gérer la consommation. Ce programme va permettre de transférer la gestion et la facturation à chaque administration, au lieu d'avoir une facturation centralisée, et de responsabiliser les administrations. Un programme d'audit du même type pourrait être appliqué à plus grande échelle pour informer les consommateurs.
Cependant, un programme de feedback serait moins un audit, et plus un retour sur la consommation pour informer les consommateurs. En attirant l'attention du consommateur sur les points de consommation, on peut aussi expliquer quels changements de comportement peuvent avoir un impact sur la facture. C'est une bonne idée de faire une étude sur un échantillon de bâtiments.

❖ **Certification facultative des bâtiments**

L'intérêt de ce programme et qu'il permet de lancer un programme de collecte de données sur la performance des bâtiments, comme un code des bâtiments, mais de manière facultative. La collecte de données permet d'avoir plus d'informations, et d'informer les décideurs et les parties prenantes, de former les experts pour pouvoir suivre l'évolution de la consommation. Cet instrument est de plus complémentaire avec les mesures identifiées comme efficaces (sensibilisation et leadership public).
On peut avoir un service qui permet de connaître la performance du bâtiment, comme l'étiquette énergie pour les bâtiments en France, de manière volontaire. Ceci peut influencer les décisions du consommateur (préférence pour un logement moins consommateur d'énergie). Ce programme permet aussi de récompenser les bâtiments qui performent mieux (en commençant par les bâtiments publics par exemple) et de leur donner une visibilité particulière. Le gouvernement peut se baser sur une méthode de certification existante, ou développer son propre outil.
Cet instrument permet enfin de remédier au manque de ressources techniques, humaines et financières, en réalisant une formation progressive dans l'administration.
Une mesure complémentaire serait de lancer un concours national qui récompense les bâtiments efficaces, afin de leur donner de la visibilité et de montrer les bénéfices.
Quelques éléments à considérer pour l'élaboration de ce type de politique :

- Ceci demande de qualifier ce qu'est un bâtiment performant, en établissant une référence des bâtiments actuels.
- Les participants au programme (demandant la certification de manière volontaire) supporteront en fait le coût de recherche pour déterminer la performance des bâtiments. Ces données permettent, ensemble, d'établir une ligne de base de la performance des bâtiments dans le pays.
- Il faut aussi former les experts qui pourront vérifier la performance de manière consistante.
- Il est surtout important de mesurer la performance pendant l'utilisation, plutôt qu'au moment de la conception, pour vérifier l'impact du bâtiment. *Des outils simples existent pour calculer la consommation d'énergie et l'impact sur le changement climatique (par exemple la Métrique Commune du Carbone – CCM – développée par le PNUE).*
- Pour comparer les bâtiments, il faut avoir des éléments de comparaison (par exemple, l'utilisation ou non d'air conditionné, le type d'utilisation du bâtiment).
- On peut aussi définir des mesures de satisfaction qui servent de référence, en termes de confort (température, intensité lumineuse, etc).
- Il faudrait vérifier quelles sont les données existantes, par exemple pour le calcul des degrés-jours.

RETOUR AU DEBUT

PAUSE CAFE 15:00 - 15:10

Prochaines étapes et activités (facilitateurs, PNUE, CEU) 15:10 - 16:00

- **Résumé des discussions sur l'outil et les résultats, Tatiana de Feraudy, PNUE**

L'utilisation de l'outil en groupe nous a permis d'identifier des possibilités d'amélioration, les besoin de reformuler et de clarifier le questionnaire. Le PNUE et CEU demandent aux experts de soumettre leurs commentaires librement, par écrit, pour l'amélioration de l'outil.
Les débats de la journée ont été très intéressants, et les participants se sont beaucoup engagés dans les discussions, montrant que ce sont des sujets importants.
Nous avons pu discuter de trois instruments politiques, parmi ceux qui ont été proposés par l'outil après cette première utilisation. Ces trois instruments, comme nous l'avons remarqué, doivent être étudiés en profondeur pour être adaptés au contexte actuel au Burkina Faso. Il faut que la proposition de stratégie finale considère les éléments intéressants dans chaque instrument politique, comment l'adapter au contexte, et quelles sont les démarches et les étapes pour rendre son implantation possible.
L'outil propose de plus des combinaisons de ces instruments (les ensembles) qui peuvent améliorer l'efficacité des mesures politiques. Ces combinaisons peuvent être modifiées, ou vous pouvez créer votre propre combinaison en fonction de vos besoins et de vos objectifs.
Les résultats sont une première proposition, mais ils doivent être adaptés. A travers les discussions, non seulement des résultats, mais aussi des questions, de comment répondre, et du débat sur le contexte, des idées émergent, des expériences sont relatées. C'est cet échange qui permet d'avancer vers la formulation d'une stratégie. Les discussions nous ont permis de voir une préférence vers des instruments qui peuvent permettre (1) de savoir où on en est, d'analyser la performance actuelle et l'état du secteur, (2) de récolter des informations supplémentaires, (3) d'informer les consommateurs ainsi que les autres acteurs, et de former les professionnels. Les exemples d'instruments efficaces, dans le secteur du bâtiment ou ailleurs, existent, et les experts dans la salle sont capables de les présenter. En comprenant les besoins et l'expérience existante, la stratégie peut être développée.
Le Guide n'a pas été présenté, mais ce catalogue des instruments politiques est un outil pour en savoir plus sur les différents instruments, leurs conditions d'implantation et de fonctionnement, et les interactions entre différents instruments. Ce Guide sera utilisé dans les mois à venir pour développer la proposition de stratégie finale.

- **Prochaines étapes, Remy Minane, 2iE**

Le test de ces outils sur le terrain va permettre à l'équipe au Burkina de s'approprier ces outils, d'envoyer ses recommandations pour l'amélioration des outils, et de développer une proposition de stratégie locale. Les différents acteurs sont inclus dans les activités, comme facilitateurs, observateurs, ou comme participants. Nous aurons besoin de l'appui du GCT pour le recueil d'informations et la finalisation des outils et de la stratégie.
Le programme simplifié (cohérent avec le programme adopté au Kenya) est :

- Juillet/ Août : collecte des informations et des priorités auprès des décideurs et des experts, révision et finalisation du Bilan de la Situation Locale.
- Septembre : revue du guide et développement d'une première version de la proposition de stratégie, incluant une proposition d'instruments à mettre en place, et les modalités de développement
- Septembre : revue de la stratégie par les experts et le GCT, pour arriver à une proposition finale.

Pendant ces trois mois, le GCT se réunira toutes les deux semaines, afin de suivre l'évolution du projet. Le programme pourra être adapté, si c'est nécessaire. Le PNUE et le MHU travailleront pour avoir un accord finalisé au plus tôt.
Après la phase de test, les équipes au Kenya et au Burkina se réuniront pour discuter de leur expérience, des propositions de stratégies développées et des possibilités de coopération/ réplication.
La proposition de stratégie politique est importante pour obtenir un soutien national et international pour le développement futur d'instruments politiques. Le PNUE a montré son intérêt pour le développement à long terme de ce projet, depuis 2007, et souhaite travailler avec les partenaires locaux pour rechercher des ressources supplémentaires pour soutenir la mise en place des instruments proposés.

RETOUR AU DEBUT

Clôture, Professeur Yezouma Coulibaly, 2iE 16:00

Il ne faut pas penser qu'après une, deux, ou même trois journées, on a tout appris et compris toutes les informations. On risque d'oublier ce dont on vient de parler, et les bonnes idées qui sont apparues. Nous vous demandons donc de rester engagés, et de faire l'effort de répondre à la prochaine convocation pour le GCT.

RETOUR AU DEBUT